

La microfinance intéresse les sociétés de gestion

Ce marché, dont les encours sous gestion progressent de 30 % par an, **PRÉSENTE AUSSI DES RISQUES** pour les investisseurs.

PAR VINCENT BUSSIÈRE

Longtemps limité aux dons directs, le soutien aux institutions de microfinance (IMF) visant à amorcer des activités viables dans les pays les moins développés séduit aussi la gestion d'actifs. Diverses filiales d'établissements financiers (Natixis, BNP Paribas, Credit Suisse et Morgan Stanley qui a lancé deux CDO de microcrédit) commercialisent des fonds dédiés, pour leur compte ou dans le cadre de mandats de gestion passés avec des investisseurs institutionnels du type caisses de retraite. « Comme les commodities et les fonds immobiliers sur ces quinze dernières années, elle devient un segment de la catégorie des actifs alternatifs », constate Nanette Heschler, responsable de la gestion fixed income chez Credit Suisse.

Cet engouement s'explique aussi par la bonne tenue de ces fonds, avec une performance en 2008 de + 5 %, selon l'index Symbiotics. Quant à la taille de ce marché, elle est de l'ordre de 9 milliards de dollars d'actifs sous gestion et progresse de près de 30 % par an. « Une partie des actifs gérés est affectée sur les marchés monétaires pour couvrir le risque infinitésimal de défaillance

Les dix principaux fonds de microfinance dans le monde (fin 2008)
En millions d'euros

		Total des actifs gérés	Total du portefeuille en microfinance
EFSE Eur Fund	Luxembourg	529	229
Oikocredit	Pays-Bas	476	287
Dexia MC Fund	Luxembourg	436	341
ProCredit Holding*	Allemagne	333	333
Responsability Global MF Fund	Luxembourg	267	202
SNS Inst. MF Fund 1	Pays-Bas	172	157
Responsability Leader	Luxembourg	142	113
BlueOrchard LD 2	Luxembourg	110	107
ASN Novib Fund	Pays-Bas	86	72
SNS Inst. MF Fund 2	Pays-Bas	23	11

Source : CGAP * données à fin 2007

des emprunteurs », explique Jean-Pierre Klummer, dirigeant de BlueOrchard, société de gestion et de conseil qui pilote depuis Genève les investissements de Dexia sur ce créneau. Quand les indices sont en berne, les rendements réguliers des microprêts compensent les pertes essayées sur les actifs classiques. Et quand les marchés redeviennent porteurs, les rémunérations issues des actifs traditionnels s'ajoutent aux intérêts perçus sur les micro-prêts.

Le développement de ce segment se fera-t-il aux dépens des marchés actions et obligations ? Il semblerait que non puisque sur les quelque 10.000 IMF recensées dans le monde, moins de 500 satisfont aux critères des investisseurs institutionnels (due diligence). La tendance à la hausse semble toutefois irréversible. Au grand dam des gérants parisiens, tels Bernard Coupez, responsable de la veille réglementaire chez BNP Paribas Investment Partners, qui se désolé de ne pas pouvoir attirer davantage d'investisseurs faute d'un cadre réglementaire adapté. « Le Luxembourg, doté d'une réglementation favorable à la microfinance, trône 30 % du marché, suivi de la Hol-

lande avec 15 %, quand Paris plafonne à moins de 1 % », indique-t-il. En cause, des garanties apportées par les IMF adossées à des actifs non cotés libellés dans des monnaies locales presque pas traitées sur le marché des changes. Et de

rappeler que, l'an prochain, ces placements draineront davantage de liquidités en dépit des baisses des bénéfices des entreprises. En effet, la loi française sur l'épargne salariale impose à partir de 2010 aux PEE et Perco d'investir 10 % de leurs actifs en produits solidaires.

MISSION SOCIALE

Sans oublier de recadrer la mission sociale de certains IMF dévoyés qui aggravent la précarité de leurs clients en distribuant « les yeux fermés » des crédits à la consommation assortis de taux pouvant atteindre jusqu'à 30 % par an. « La création d'un indice de mesure de la performance sociale à moyen et long terme du microcrédit pourrait réduire pour partie ces dérives », plaide Nanette Heschler. ■

FLASH INTERVIEW



ARNAUD VENTURA

Vice-président et cofondateur de Planet Finance

Trouver les leviers permettant de financer plus de 500 millions d'humains.

Que peut apporter la gestion d'actifs à la microfinance ?

La microfinance doit déterminer les leviers lui permettant de passer de près de 40 milliards de dollars de crédits distribués auprès de 150 millions de clients au financement de plus de 500 millions d'humains, soit un marché de plus de 400 milliards de dollars. De même, on recense plus de 10.000 instituts de microfinance. Les gérants d'actifs peuvent développer la microfinance à condition de bien choisir leurs partenaires locaux qui piloteront leurs investissements. Si les « due diligences » des premiers se révèlent très efficaces vues de Paris ou de New York, elles deviennent rapidement inopérantes sur place, faute d'un relais local disposant des expériences et de compétences spécifiques à la microfinance. Cela permet d'éviter l'exemple des « vaches corses ». Il y a quelques années, l'Europe versait une partie des aides agricoles à l'élevage de bêtes à corne sans s'assurer au préalable de leur existence.

PROPOS RECUEILLIS PAR V. B.